



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT COMMISSARIAT

Centre pour les Droits de l'Homme
et la Démocratie en Afrique Centrale

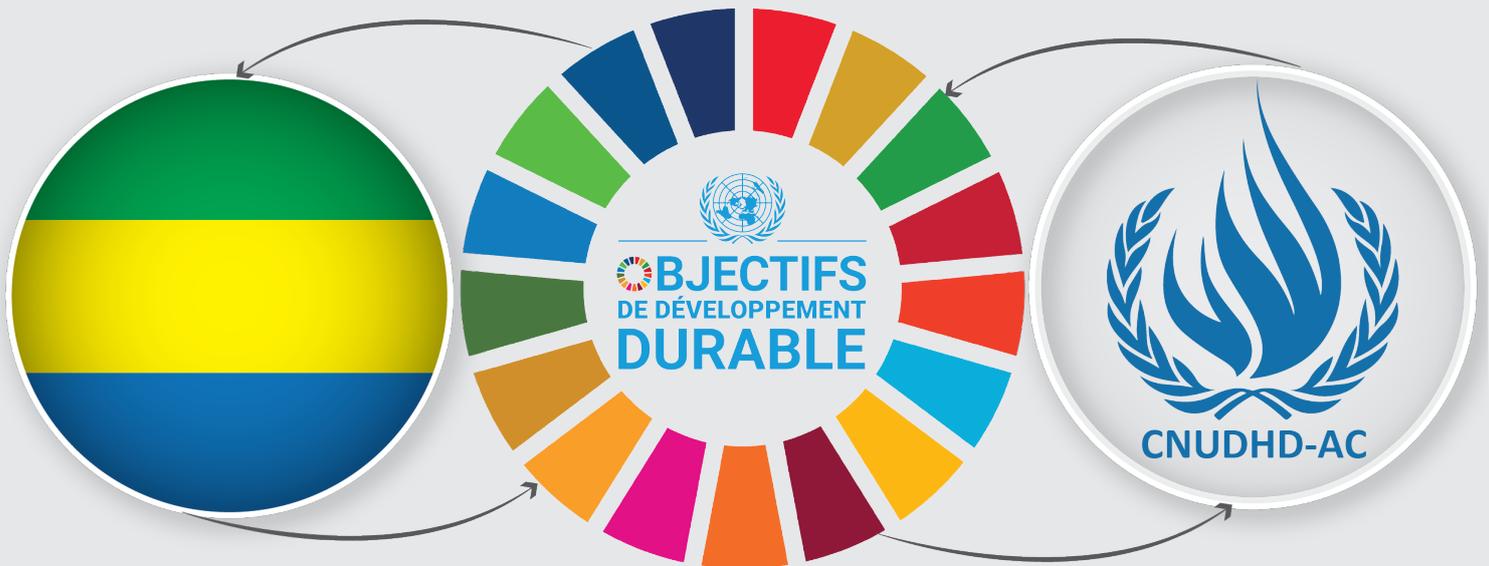
Rights &
Democracy
Focus

N°74 - June 2022

A quarterly publication of the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa

GABON - Droits de l'Homme et ODD

Le gouvernement et le CNUDHD-AC main dans la main P. 2



Interview

**EPINGE Mathias Doctor retires
after 32 years of service**

P. 14



GABON - Droits de l'Homme et ODD

Le gouvernement et le CNUDHD-AC main dans la main

Un des pays prioritaires de la zone de couverture du Centre en raison de l'absence d'un bureau de droits de l'homme parmi les agences résidentes du Système des Nations Unies, le Gabon est partie à la plupart des conventions relatives aux droits de l'homme. Le pays est également membre du Conseil des Droits de l'Homme et membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Au titre de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD), le Gabon a soumis son rapport national volontaire qui sera présenté lors du Forum politique sur les ODD

en juillet 2022. Le pays bénéficie de l'assistance constante du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et de la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC). Au nombre des résultats de cette coopération figurent l'appui pour l'harmonisation de la loi portant organisation et fonctionnement de la Commission Nationale des droits de l'homme, à la lumière des Principes de Paris sur les Institutions Nationales des Droits de l'Homme (INDH), la formation des acteurs de la chaîne de l'administration de la justice et les organisations de la société civile. Il y a en outre l'assistance pour la soumission des rapports périodiques

aux organes de surveillance des traités relatifs aux droits de l'homme et au Conseil des droits de l'homme dans le cadre de l'Examen Périodique Universel (EPU). Pour ce dernier mécanisme, le Gabon est tenu de soumettre son prochain rapport en octobre 2022 pour son passage au 4ème cycle en 2023. Dans le cadre d'une mission de travail au Gabon allant du 22 au 30 juin 2022, le Centre a organisé une série d'activités avec l'accompagnement des autorités gabonaises et du Bureau de la Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies au Gabon.

GABON - Sensibilisation à l'albinisme

Le CNUDHD-AC apporte son appui à l'association ALBA

L'association pour le bien-être des albinos (ALBA) peut désormais compter sur le soutien du Centre.



Dans le cadre de la célébration de la journée internationale de sensibilisation à l'albinisme, célébrée chaque 13 juin, le CNUDHD-AC a

participé le 25 juin 2022 à une séance de sensibilisation organisée par l'Association pour le Bien-être des Albinos (ALBA) au Gabon. Y ont pris part des parents, des enseignants, y compris des représentants des Ministères en charge de la Justice et de l'Education. Les organisateurs ont placé cette célébration sous le thème : « *Faire entendre la voix de tous les enfants atteints d'albinisme en milieu scolaire* ». Au cours de cette session, le CNUDHD-AC a présenté la Convention relative aux droits des personnes handicapées et son protocole facultatif, tous deux ratifiés par le Gabon. Les participants ont partagé des témoignages sur des cas de violence et de discrimination dans les écoles contre des enfants et des enseignants atteints d'albinisme. Au nombre des recommandations, les participants ont convenu de renforcer les campagnes de sensibilisation au sein de la communauté éducative.



GABON - Elections 2023

Plaidoyer du CNUDHD-AC en faveur des peuples autochtones



Membres de la Commission des Affaires générales, des lois et des droits de l'homme de l'Assemblée Nationale

En prélude aux élections présidentielles de 2023, le CNUDHD-AC et la Coordonnatrice Résidente du système des Nations Unies au Gabon ont

rendu une visite de courtoisie stratégique aux membres des Commissions des droits de l'homme, du Sénat et de l'Assemblée nationale, et au Président du Centre Gabonais des Elections, organe en charge des élections au Gabon le 27 juin 2022. Parmi les principaux points de discussions figuraient l'adoption prochaine par le Parlement du projet de loi sur la commission nationale des droits de l'homme, conforme aux Principes de Paris sur les INDH et la préparation du Gabon à l'examen périodique universel (EPU) prévu en 2023. Le Centre a plaidé pour l'adoption de mesures concrètes visant à mettre en œuvre le droit de participer au processus électoral en faveur des peuples de la forêt.

GABON - Elections 2023

Pour une inclusion des groupes vulnérables dans le processus électoral

Le CNUDHD-AC a renforcé les capacités des acteurs pour une meilleure prise en compte des droits des groupes vulnérables lors les élections.

26 participants, parmi lesquels 12 femmes, se sont réunis du 28 au 29 juin 2022 pour une formation des formateurs, conjointement organisée par le Bureau du Coordonnateur Résident au Gabon et le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC). Les participants représentaient les acteurs impliqués dans le processus électoral, notamment l'organe de gestion des élections, les ministères, les journalistes, l'organe de régulation des médias, le conseil national de la jeunesse et les organisations de la société civile.

La session de formation avait pour but de discuter des normes internationales et des droits de l'Homme relatifs aux élections, de fournir des bonnes pratiques pour garantir la participation des femmes, des personnes handicapées et



Le Rapporteur du Centre Gabonais des Elections (milieu) le Vice-Président de la Commission Nationale des droits de l'homme (gauche) la Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies (droite)

des populations autochtones aux élections. En prévision des élections présidentielles de 2023, les acteurs, y compris l'organe de gestion des élections, se sont engagés à traiter les problèmes d'accessibilité rencontrés par les personnes handicapées lors des élections.



GABON - Projet COVID-19

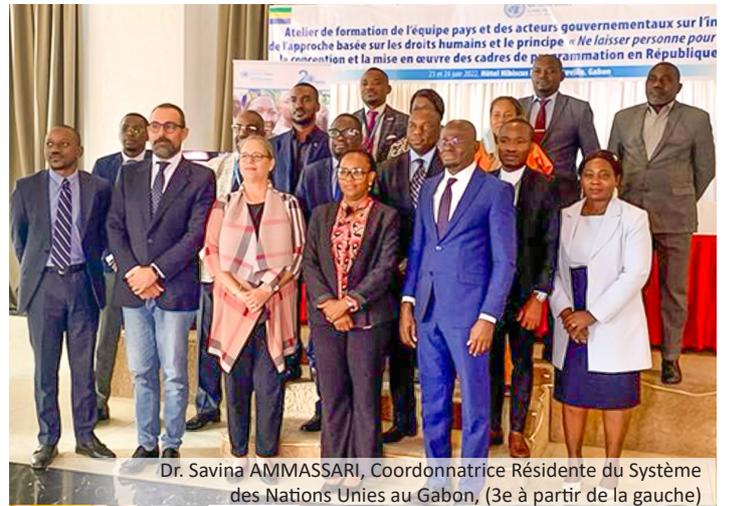
Le pays s'arrime à l'approche basée sur les droits de l'homme

A la faveur du projet COVID-19 qu'il met en oeuvre, le CNUDHD a renforcé les capacités sea acteurs sur le principe " Ne laisser personne pour compte".

Avec le soutien du Ministère de la Justice, du Bureau la Coordonnatrice Résidente des Nations Unies au Gabon et du Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA), le Centre a organisé un atelier de formation sur l'intégration de l'approche basée sur les droits de l'homme (ABDH) et du principe « Ne laisser personne pour compte » (LNOB) dans la programmation post COVID-19 au Gabon.

Cette activité tenue du 23 au 24 juin 2022, a été organisée au profit des acteurs du Gouvernement et des agences des Nations Unies chargés de coordonner le processus en cours du Plan Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2023-2027 (UNSDCF). Les 17 participants, dont deux femmes et des acteurs gouvernementaux du Comité Technique des ODD, ont discuté des principes clés et de la méthodologie sous-jacente de l'ABDH et du LNOB, ainsi que leur intégration

dans l'UNSDCF. L'accent a été mis sur l'intégration des recommandations des mécanismes internationaux des droits de l'homme, y compris l'Examen Périodique Universel, dans ces cadres de programmation.



Le CNUDHD-CA a





RDC - Lutte contre les discours de haine

L'Afrique centrale se dote d'une stratégie régionale et d'un plan d'action

La sous-région entend lutter désormais de manière coordonnée contre le fléau



M. Abdoul Aziz Thioye, 5e à partir de la droite et Mme Nana Manwanina à sa droite

Un projet de stratégie régionale et de son plan d'action pour la prévention et la lutte contre les discours de haine dans les supports de communication écrite, audiovisuelle et numérique en Afrique centrale a été adopté à l'issue d'un Forum tenu du 21 au 24 juin 2022 à Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo (RDC). Au-delà des éléments essentiels justifiant son élaboration, ce document permet de mieux comprendre le sens des concepts, y compris la différence entre les discours de haine et l'incitation à la violence. Le projet met également l'accent sur la nécessité de se conformer aux normes internationales en matière des droits de l'homme, en particulier les droits à la liberté d'opinion et d'expression. Celle-ci est en effet considérée comme l'un des principaux moyens de lutter contre les discours de haine, à travers notamment des contre-récits, des discours positifs et la promotion d'un espace civique.

Globalement, le projet de stratégie régionale et de son plan d'action pour la prévention et la lutte contre les

discours de haine propose des outils appropriés pour faire face à ce phénomène de manière collective et coordonnée. Il définit les acteurs chargés de sa mise en œuvre, le dispositif de coordination ainsi que les priorités de la sous-région dans ce domaine.

L'ONU a salué l'adoption de ce projet de stratégie et de plan d'action, soulignant qu'il s'agit d'une « importante initiative pour le vivre-ensemble dans les pays de l'Afrique centrale ». Parlant au nom de cette organisation lors de la cérémonie de clôture, M. Abdoul Aziz Thioye, Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme en RDC, représentant la Cheffe de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), a réitéré la disponibilité de l'ONU à accompagner sa mise en œuvre.

Pour sa part, Madame Nana Manwanina Kiumba, Ministre près le Président de la République, représentante du Chef de l'Etat congolais, a indiqué que la RDC, qui assure actuellement la présidence en exercice de la Communauté



Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), fera tout ce qui est possible pour inciter les pays de la sous-région à adhérer aux conclusions du Forum. Elle a précisé que, compte tenu de l'importance du projet de stratégie et du plan d'action adopté, il est « *crucial de mettre en mouvement les mécanismes devant permettre aux Etats membres de la CEEAC de l'endosser et de l'intégrer comme outil communautaire de prévention et de lutte contre les discours de haine en Afrique centrale* ».

PRÉVENIR DES CRISES SOCIALES

Le Forum de Kinshasa a été aussi marqué par l'adoption de deux Déclarations, celle de l'ensemble des participants et celle des représentants des instances de régulation de la communication et des médias d'Afrique centrale. Ces derniers se sont engagés « *fermement à contribuer à la poursuite du processus de validation et de mise en œuvre du projet de stratégie régionale de prévention et de lutte contre les discours de haine en Afrique Centrale adopté lors du Forum de Kinshasa* ». Dans le même ordre d'idées, ils ont plaidé pour « *un accompagnement en vue du lancement d'un Forum annuel des régulateurs sur les questions de paix et sécurité en Afrique Centrale afin de contribuer à la recherche des solutions durables aux défis de gouvernance qui interpellent les pays de la sous-région* ». A cet égard, ils ont exprimé le vœu de « *nouer des partenariats formels et dynamiques avec la CEEAC et toutes les autres organisations*

régionales et internationales oeuvrant pour la paix et le développement » de la sous-région.

L'Angola, le Burundi, le Cameroun, la République Centrafricaine (RCA), le Congo, la RDC, le Gabon et le Tchad étaient représentés au Forum de Kinshasa qui a mobilisé une centaine de participants, dont des journalistes, blogueurs et autres professionnels de l'information et de la communication ainsi que des régulateurs et auto-régulateurs des médias, des membres de la société civile et des confessions religieuses, des commis de l'Etat et des acteurs socio-politiques, entre autres. Il fait suite à une série de rencontres régionales de sensibilisation, de partage d'expériences et de renforcement des capacités de ces différentes cibles tenues à Douala (26 - 29 octobre 2021) et à Bangui (26-29 avril 2022). Il a été organisé par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et la CEEAC, en collaboration avec la MONUSCO, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en RCA (MINUSCA), l'UNESCO, le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC), le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme en RDC, le Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention du génocide et la responsabilité de protéger (OSAPG) et l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

UNCHRD-CA has

2 years



RCA - Lutte contre les discours de haine

Les acteurs des médias numériques en Afrique Centrale s'engagent

Bangui a abrité le deuxième forum des professionnels des médias sous régionaux dans la lutte contre les discours de haine.



Le Forum régional de sensibilisation, de partage d'expériences et de renforcement des capacités des acteurs des médias numériques sur la prévention des conflits liés aux discours de haine et la lutte contre ce phénomène en Afrique centrale s'est achevé vendredi 29 avril à Bangui (RCA) après quatre jours de travaux. La cérémonie de clôture a été présidée par M. Jesus Tarcille Bomongo Junior, Directeur général de Radio Centrafrique, représentant le Ministre centrafricain de la Communication et des Médias. Il a rappelé l'importance de ce Forum et salué ses conclusions ainsi que l'engagement pris par les participants pour contribuer efficacement à la lutte contre les discours de haine. L'essentiel de cet engagement est contenu dans la « Déclaration de Bangui » adoptée à l'issue des travaux. Les webjournalistes, blogueurs, "influenceurs" et autres parties prenantes venus du Burundi, du Cameroun, de la RCA, du Congo, de la RDC, du Gabon, de la Guinée équatoriale, du Rwanda, de Sao Tome et Principe, et du Tchad, y affirment leur «*détermination à œuvrer partout où cela est nécessaire, pour la sauvegarde de la paix sociale, la cohésion et*

l'unité nationales, en ne relayant que des informations dont l'origine, la véracité et l'exactitude sont établies ». Dans cette perspective, ils s'interdisent «*la calomnie, la diffamation, l'injure, les accusations sans fondement, la discrimination raciale, les arguments basés sur la région, l'ethnie et la religion ainsi que des propos mensongers ou ceux incitant à la haine, à la violence et à l'hostilité* ».

Le Forum de Bangui a été conjointement organisé par l'UNOCA et la CEEAC. Il a été mis en œuvre en collaboration avec le gouvernement centrafricain et avec l'appui de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RCA (MINUSCA), de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO), du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-CA), du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme en RDC, du Bureau de l'UNESCO pour l'Afrique centrale et du Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention du génocide et la responsabilité de protéger (OSAPG).



CAMEROUN - Prévention de la torture

Le nouveau mécanisme national présenté à Yaoundé

Les capacités des membres de la Commission des Droits de l'Homme du Cameroun ont été renforcées au cour d'un atelier de deux jours.



Photo de famille des participants

La Commission des Droits de l'Homme du Cameroun (CDHC) en partenariat avec le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) a organisé un atelier de formation spécifique des membres et du personnel de la Commission des Droits de l'Homme du Cameroun sur l'opérationnalisation du Mécanisme National de Prévention de la Torture (MNPT) du 24 au 25 mai 2022 à Yaoundé au Cameroun.

Cet atelier financé par le CNUDHD-AC, a réuni 62 participants dont 23 femmes parmi lesquelles les Membres et le personnel de la CDHC, le Représentant du Ministère de la Justice, ainsi que les représentants des Agences du système des Nations Unies, notamment l'UNICEF et du CNUDHD-AC.

Dr Laurent Akobi Banouin, Directeur par intérim du CNUDHD-AC, s'est réjoui de la ratification par l'Etat du Cameroun de la Convention des Nations Unies

contre la Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le 19 décembre 1986, tout en insistant sur la nécessité de déposer les instruments de ratification du Protocole facultatif s'y rapportant (OPCAT). Il a également apprécié les efforts déployés par le Cameroun pour combattre la torture en garantissant la disponibilité du CNUDHD-AC à accompagner la CDHC dans l'exécution de ses traditionnelles visites des lieux de privation de liberté sur l'ensemble du territoire camerounais. « *Le Centre est prêt à financer les activités de visite des lieux de privation de liberté* », a-t-il déclaré.

Le Président de la CDHC, Pr James Mouangue Kobila, a renouvelé sa gratitude au CNUDHD-AC pour son appui multiforme dans l'exécution du mandat de la Commission. Il a également rappelé l'engagement des pouvoirs publics à mener une bataille âpre contre la torture à travers la promulgation de la loi N° 2019/014 du 19 juillet 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la CDHC qui fait d'elle le Mécanisme national de



prévention de la torture au Cameroun. « *Je suis d'avis qu'il s'agit d'une décision sage et éclairée des acteurs de la réforme, doublée d'une volonté de préserver l'efficacité* », a-t-il indiqué. Par la suite, le Président de la CDHC a mis l'accent sur les réalisations et défis du MNPT du Cameroun dans le cadre de l'exécution de son mandat de prévention de la torture depuis 2019. Il en est ressorti l'existence d'importants défis tels que le dépôt par l'Etat du Cameroun des instruments de ratification de l'OPCAT ainsi que la mise en place et le renforcement des cadres de concertation et de dialogue constructif. M. Mouangue Kobilala a également rassuré l'auditoire de l'attention particulière que son institution porte aux plus vulnérables dans les lieux de détention, avant d'acclamer la proposition d'appui financier du CNUDHD-AC dans le cadre de l'exécution de son mandat de prévention de la torture.

Le Coordonnateur du Mécanisme National de Prévention de la Torture (MNPT) du Maroc, Représentant de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et de l'Association francophone des commissions nationales des Droits de l'Homme (AFCNDH), Dr Mohammed Benajiba, a tout d'abord reconnu les différentes contraintes liées au démarrage d'un MNPT. Il a rassuré la CDHC de sa disponibilité à l'accompagner dans la mise en œuvre efficace du mandat de prévention de la torture du MNPT camerounais. Enfin, l'Expert marocain a indiqué que le partage d'expériences et de bonnes pratiques constitue une condition sine qua non à l'efficacité d'un tel mécanisme.

Pendant deux jours, les participants ont été entretenus sur les thématiques suivantes : les généralités sur le MNPT; les MNPT dans la pratique quotidienne, le dialogue constructif et la production de rapports, l'interaction entre le MNPT et d'autres mécanismes et l'organisation et la planification stratégique du MNPT. Le partage d'expériences et de bonnes pratiques avec les experts des MNPT du Maroc, du Togo et de l'île Maurice, a abouti à la révision de la feuille de route du MNPT de la CDHC.



Dr Laurent Akobi Banouin,
Directeur par intérim du CNUDHD-AC

La principale recommandation de cet atelier a été l'amendement de la feuille de route du MNPT de la CDHC par la prise en compte des expériences des mécanismes extérieurs présentés durant l'atelier. A cet effet, l'urgence de la tenue d'une séance de brainstorming entre les membres et personnel de la CDHC pour arrimer le MNPT du Cameroun aux standards internationaux a été soulignée.

« **Women's Rights are Human Rights** »



SAO TOME AND PRINCIPE - COVID-19 Project

Human Rights-based approach in the context of Covid-19 pandemic

A workshop organised by UNCHRD-CA aimed to intergrate human rights approach to monitoring and reporting in the context of the Covid-19 pandemic.



From 25 to 26 May 2022, the United Nations Center for Human Rights and Democracy in Central Africa (UNCHRD-CA) in collaboration with the UN Resident Coordinators Office (RCO), UNDP and WHO in Sao Tome and Principe organized a training workshop on a human rights-based approach to monitoring and reporting in situations of health emergencies, with a focus on the COVID-19 pandemic that continues to negatively impact on the country's socio-economic situation. The workshop which brought together 27 media professionals and civil society representatives, among whom 10 women aimed at equipping participants with basic knowledge of human rights, with a view to better integrate a human rights-based approach in their engagement in monitoring and reporting on the implementation of post-COVID-19 response and recovery plans as well as other public health policies.

The workshop was presided by Dr Anna Ancia, WHO's Country Representative, Dr Liliane Mouan, UNCHRD-CA's COVID-19 focal point, H.E Mr Jozef Smets, Ambassador of the Kingdom of Belgium in Angola and Sao Tome and Principe, and the Minister of the Presidency of the Council of Ministers in Sao Tome and Principe. After a brief introduction on human rights principles and mechanisms, discussions focused on the role of media professionals and civil society organisations (CSOs) in the promotion and protection of human rights, their responsibility in collecting and disseminating accurate and reliable information to the public, the possibility of partnership for more effective monitoring, and on some of the lessons

learned from the COVID-19 pandemic. Among other lessons, participants cited the crucial role of social communication as an integral part of public health emergency response, an important lesson that will be critical to managing the emerging dengue fever outbreak and outbreaks of diarrheal and malaria in the country.

Participants highlighted key challenges facing civil society and the media in Sao Tome and Principe, including the lack of objectivity in journalism, the politicisation of access to information, the lack of a strong collaboration between CSOs and the media and other challenges pertaining to the availability and accessibility of quality information concerning health and other socio-economic issues. They agreed on the need for partnership in line with SDG 17 and committed to form a coalition that would identify common issues of interest to work on, such as a potential campaign for the adoption of a law on access to information in the country. They further expressed the need for more human rights training and education to enhance their capacity to engage in the monitoring and reporting of social and economic rights in the context of health emergencies, with a particular focus on vulnerable individuals and groups.

For their part, representatives of the RCO, UNDP, WHO and UNCHRD-CA committed to work together as well as with other UN agencies in Sao Tome and Principe to follow up the recommendations made during the workshop and organize joint activities to reinforce the capacity of media and CSOs in the country, under the coordination of the RCO.



Sao Tomé et Principe

Une institution nationale de promotion des droits de l'homme en voie de création

Le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) a organisé, du 24-26 Juin 2022, en partenariat avec le ministère de la Justice et des Droits de l'homme, un atelier sur la stratégie de mise en œuvre des recommandations de l'Examen Périodique Universel et de lancement du processus de mise en place d'une Institution Nationale des Droits de l'Homme dénommée Ombudsman mais qui sera en conformité avec les principes de Paris.

Présidé par le Coordinateur Résident du système des Nations Unies et le Ministre de la Jeunesse, l'atelier a réuni 40 participants dont 16 femmes provenant des administrations publiques, du comité interministériel, de la présidence et de la société civile. Les présentations ont édifié les participants sur le système universel des droits de l'homme, la notion et la portée de l'Examen Périodique Universel, afin de parvenir à la mise en œuvre d'une Institution Nationale des Droits de l'Homme (INDH).

L'équipe du CNUDHD-AC et une collègue de la Section National Institutions and Regular Mechanisms Section

(NIRMS) de Genève ont mené des échanges sur plusieurs thèmes parmi lesquels : les principes de Paris et les bonnes pratiques comme base d'indépendance et d'efficacité d'une INDH, le mandat de promotion et de protection des droits de l'homme ou encore le processus de mise en place d'une INDH... En outre, des exemples INDH des pays lusophones notamment l'Angola, le Portugal ont fait l'objet des échanges.

A la fin des ateliers d'échanges, une feuille de route a été élaborée et adoptée par les participants sur le Plan d'action de mise en œuvre des recommandations de l'EPU, une autre intégrant entre autres les consultations inclusives et la mise en place d'un comité technique par décret, un plaidoyer à l'Assemblée Nationale prévu en janvier 2023, la validation de l'avant-projet de loi par les autres acteurs (mars 2023), l'adoption et vulgarisation de la loi (septembre 2023) et la mise en place d'une INDH en décembre 2023 au plus tard.

L'atelier s'est terminé le 26 mai 2022 avec l'engagement de la République de Sao Tomé et Principe à mettre en place une institution nationale des droits de l'homme.

— A Yaoundé et Buea —

Nos centres de documentation sont ouverts pour vous.



C'EST GRATUIT !!!



CAMEROON - Monitoring and reporting Unit

UNCHRD-CA trained CSOs from South-West Region

23 CSOs were trained in Buea on monitoring and reporting human rights violations, abuses in places of deprivation of liberty and judicial process.



From 20 to 24 June 2022, the United Nations Center for Human Rights and Democracy in Central Africa organised a two-day training workshop on monitoring and reporting human rights violations and abuses in places of deprivation of liberty and judicial processes for civil society organisations in the South-West region of Cameroon, in Buea.

In addition to monitoring of judicial trials and places of deprivation of liberty, it also focused on international human rights standards and general human rights monitoring and reporting as well as the definitions of the priority protection incidents in the South-West and North-West regions. The presentation on monitoring of judicial processes emphasised the importance of such monitoring in reinforcing the right to a fair trial and public hearing, fostering transparency at trials, preventing judicial

arbitrariness, and revealing capacity-building needs in the judicial system. While that on monitoring places of deprivation of liberty emphasised how such monitoring aids to contribute to transparency and accountability in such places and serves as protection for the detainees and can act as an incentive for authorities in the respect of their rights leading to a prevention and reduction of human rights violations.

The presentations were followed by group work that engaged participants in applying their knowledge to a practical scenario. The participants greatly appreciated the sessions in the training and requested other trainings for CSOs in the region especially on the physical and digital security of human rights defenders in the field and on the monitoring of cases of rape and other forms of sexual violence.

**Torture can never
be justified.**



World Press freedom day

Role of Press Freedom in enhancing democracy

Over 80 journalists from 10 regions of Cameroon listening to the message of High Commissioner for Human Rights on World Press Freedom Day.

On 4 and 6 May, UNCHR-CA took part in two key activities to mark the commemoration of the 2022 edition of World Press Freedom Day. The first activity was a virtual regional Forum, which was jointly organised by UNESCO, UNCHR-CA, and partners on 4 May 2022 under the theme “Digital Surveillance”. The forum brought together Journalists, Civil Society organisations and UN agencies from Chad, Burundi, Congo, Equatorial Guinea, DRC, Gabon, Cameroon, Central African Republic, and Rwanda.

During the sessions, participants noted that journalists and freedom of the Press play a strategic role in enhancing democratic societies. Unfortunately, more journalists have been targets and many more killed in recent years in the process of exercising their duties. Digital surveillance has further worsened the situation as increasing surveillance tools continue to expose journalists and their sources. Participants also



underlined the urgent need to put in place judicial and digital measures to protect journalists and their sources. The second activity was a national forum for Press Freedom and Access to information, held on 6 May 2022 in Douala. It was jointly organised by a local human rights NGO “Un Monde Avenir”, in partnership with the Syndicate of Journalists in Cameroon with support from UNCHR-CA. It brought together Journalists from the 10 regions of Cameroon. The Center used both activities as an opportunity to disseminate the messages of the UNSG and High Commissioner for Human Rights on World Press Freedom Day.

3 May 2022

Message by Michelle Bachelet, UN High Commissioner for Human Rights

Today we pay tribute to the courage and determination of journalists who seek to bring us truth, information and ideas. Whose work is crucial to ensure we live in democratic, just and peaceful societies. Who every day, strive to hold governments accountable and in doing so, protect our fundamental rights to freedom of information, opinion and expression.

Yet around the world, their work remains under serious threat. Attacks on their lives, liberty and privacy are widespread. From war zones to countries plagued by crime or crisis, and even in so-called safe societies, the job of a journalist is becoming ever more dangerous.

Digital surveillance – the theme of this year’s World Press Freedom Day – is one of modern journalism’s greatest threats, putting journalists’ work, independence, integrity and even lives in severe peril. And the growing and unlawful use of such intrusive tools is putting not just journalists at risk, but also their sources, and their families.

Surveillance tools are a rising danger to the functioning of a free and democratic world. More needs to be done to strengthen oversight and control of these tools nationally, regionally and globally.

Journalists, like all of us, have the right to privacy and to dignity at work. And

to exercise their rights to freedom of expression and opinion.

On World Press Freedom Day, I repeat my call for a moratorium on the export, sale, transfer and use of privately developed surveillance tools. Until adequate human rights protections are in place, these unregulated tools remain one of the biggest dangers to a free and independent press.

Today, I honour the journalists who continue their bold, spirited and brave work to keep the public informed in the face of these profound challenges.



EPINGE Mathias Doctor

Pioneer CARO driver retires after 32 years of service!



Chief Epinge Mathias Doctor takes his well-deserved retirement from the United Nations System on 30 June 2022 at the age of 65. Doctor started in the United Nations Center for Human Rights and Democracy in Central Africa (UNCHRD-CA) as a driver. Since then, he has covered a million of kilometers, criss-crossing the country to support in pushing forward the promotion of human rights and Democracy in Cameroon. As a traditional ruler in Ndian Division of the South-West Region, Doctor will be putting in more time to cater for his communities and advocate for the rights of the vulnerable populations in his crisis stricken communities in Ndian Division of the South West region of Cameroon.

You are taking your well deserved retirement. How do you feel after those 32 years of service?

I feel very Happy. I am physically, emotionally and spiritually strong! I feel fulfilled and a happy man after 32 years of uninterrupted service. I am a happy man!

When and how did you join the UN System?

I joined the UN system in 1990 as a project driver with the United Nations Development Programme (UNDP). The project was called "Africa 2000". I worked there for 10 years. Latter in 2001 when the UN General Assembly decided to set the United Nations Center for Human Rights and Democracy in Central Africa, I was detached from UNDP to join Mr Mubiala to put in the office. After eight months, the position was opened up to Fixe Term Contract, I applied and I got the position and that is how I became the first driver of the Centre.

What has been your experience during these years of service?

There is much to this profession than just driving. I support the office and colleagues to follow up administrative procedures in relation to payments, recruitment, Car documents and Diplomatic immatriculation of cars with Ministry of External Relations. During missions, I don't only drive colleagues but also support them in administrative duties, attendance sheet, sharing of documents to participants, photocopies and I keenly follow the trainings, including interactions with the marginalised groups.

This has greatly helped me to learn about the plights of the vulnerable and about human rights as a whole.

I have had the opportunity to drive all the Directors who have managed the Centre and all the colleagues who have worked at the Centre and who come from across the world. I have seen interns or Fellows in the Centre who have come back as officers and International staff. I have met people and I have had the privilege to go to places I never would have imagined. I have also learned to be diplomatic. I have always been treated fairly by my bosses and colleagues.

From your explanation, everyone will think that it was all roses?

(laughs) I also had difficult moments and challenges. It was a difficult and challenging moment when the announcements were made that our former High Commissioner was killed in a bomb blast in Iraq in 2003 and in 2019, the death of Mr Agbessi, our Director who passed on while in active service.

As a driver in the UN, how did you manage your job, your family life and other responsibilities?

God gave me just the kind of wife I needed. She played a great role in running the home and family when I was away. In fact, my children are all grown up and well educated. I have a Magistrate, a Police Inspector, a Taxation Inspector, all these thanks to my wife. I want to seize this opportunity

to sincerely thank her for standing by me especially when I was away on duties and during challenging moments.

Any advice to the younger generation of UN Drivers?

I want to remind them that driving is a noble profession in the UN System. Speak only when it is necessary, help and support your new colleagues, stay professional and be honest. You will be the first to interact with new colleagues and the last as you pick them up and drop them at the airport during the start and end of their mission to Cameroon. As it said, first impressions count! As drivers, we are Ambassadors in our own domain. Again, I will advise drivers to use the opportunities, invest and prepare for their retirement when in active service. I have the privilege that I have already constructed my houses, which will permit me to manage my life during retirement.

You are taking your retirement. What next?

As a traditional leader, I will now have more time to work with my people, to listen and better support them. I will also have more time to spend with family and friends. I will also set up my foundation, which will support young girls and the vulnerable in my community to go to school, I will advocate for gender equality and denounce child marriage. In fact, I think I will be very useful to my community, given the crisis in my region and the knowledge I have acquired in Human rights.



Mouvements du personnel



Nadine Mballa Wilson Officier des droits de l'homme CNUDHD-AC

Nadine Mballa Wilson est camerounaise, titulaire d'un Master 2 en Droit International et Comparé de l'Environnement obtenu à l'Université de Limoges (France). Experte en gouvernance des ressources naturelles, elle a milité au sein de la société civile pour la protection des droits des communautés locales et autochtones dans les activités des entreprises en Afrique Centrale. Elle a à cet effet plaidé auprès de plusieurs organes de traités, et de gouvernement pour lutter contre les discriminations de groupes marginalisés tels que les personnes atteintes d'albinisme, les personnes vivant avec un handicap et les femmes.

Nadine est actuellement chercheuse sur les droits fonciers des femmes et est passionnée de nature, de lecture et promeut la protection de savoirs traditionnels. Depuis 2004, elle a occupé les fonctions de Cheffe de projets et chercheuse associée au Centre pour l'Environnement et le Développement (CED), assistante de programme en démocratie au CNUDHD-CA, Cheffe des relations publiques et du renforcement des capacités (OHCHR-Burundi) et Cheffe du renforcement des capacités et de la coopération technique au sein de la Division des droits de l'homme et de la protection de la MINUSMA. Elle a de nouveau rejoint l'équipe du Centre en tant qu'Officier des droits de l'homme depuis le mois de juin 2022.

Dieudonné AKILIMALI Senior Fellow Peuples Autochtones et les Minorités, CNUDHD-AC.



Dieudonné Akilimali est titulaire d'une Licence en Développement Communautaire et Rural. Défenseur des droits des peuples Autochtones et Leader membre de la Communauté Batwa du Sud Kivu, en République Démocratique du Congo (RDC). Il a été Directeur du Programme

Intégré pour le Développement du Peuple Pygmée au Kivu « PIDP KIVU SHIRIKA LA BAMBUTI » Direction Provinciale du Sud Kivu de 2017 à 2022. Ancien boursier des Nations Unies sur les instruments et mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme et des peuples autochtones à Genève Suisse, 2016, c'est un membre du Groupe de Travail Climat REDD de la société civile du Sud Kivu. Engagé dans la gestion durable des ressources naturelles, il a accompagné les peuples autochtones et communautés locales du Nord et du Sud Kivu dans le processus de sécurisation de leurs terres par le mécanisme de foresterie communautaire et par l'approche: Aire du Patrimoine Autochtones et Communautaire (APAC) qui sont d'autres moyens de conservations (A.M.C), en marge des aires protégées classiques. Dieudonné est Représentant des Batwa du Sud Kivu au sein du Barza Intercommunautaire pour la Paix et dans plusieurs négociations entre les Peuples autochtones et d'autres entités en conflits, en RDC. Il s'est engagé depuis plus de dix ans dans l'accompagnement de ses frères autochtones pygmées du Sud Kivu dans les actions de développement, de recherche, de protection de l'environnement et de plaidoyer.

Zoë Pozniczek Associée droits de l'homme, CNUDHD-AC



Zoë Pozniczek est titulaire d'un Master en Droit International Public de l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève (Suisse), option Droit de l'environnement, ainsi que d'une Licence en Relations Internationales avec mention droit de l'Université de Genève. Elle rejoint le CNUDHD-AC après avoir travaillé à la

Section Diplomatie des droits de l'homme du Département fédéral des affaires étrangères suisse, où elle traitait principalement les dossiers ayant trait à la torture, les défenseuses et défenseurs des droits de l'homme, ainsi que la Covid-19 et droits de l'homme. Auparavant elle travaillait dans un cabinet d'avocats spécialisé en arbitrage international.

Elle apporte de surcroît plusieurs années d'expérience dans la gestion de projets acquises dans une organisation non-gouvernementale internationale dans le domaine de la bonne gouvernance et de la sécurité humaine et dans une organisation genevoise finançant des projets de recherche internationaux. Zoë a rejoint l'équipe du Centre en tant qu'Associée droits de l'homme en juin 2022.

TODOS HUMANOS



**POR UN MUNDO
MEJOR, MÁS JUSTO,
MÁS VERDE.**

 **NACIONES UNIDAS
DERECHOS HUMANOS**
OFICINA DEL ALTO COMISIONADO

TODOS IGUALES



www.unchr.org

Directeur de Publication :
Dr Laurent Akobi Banouin

Conseillers éditoriaux : Abdoulaye Traoré, Catherine Tshefu, Ngane Enow Dimitte, Pie Ntakarutimana, Nicole Demguia

Rédacteur en chef :
Fajong Joseph Lereh

Contributeurs:
Agwese Lucy Christiane, Christian Fritz Ntopa, Joseph Fambove, Judith Kiconco, Kamdem Alain Bertrand

Photographie :
Fajong Joseph Lereh

Graphic design :
Viang Viang Claudia, Fajong Joseph Lereh



**UNITED NATIONS
HUMAN RIGHTS**
OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER

United Nations Centre for Human
Rights and Democracy in Central Africa

Quartier Golf Ntougou
Rue Rosa Parks
BP 836 Yaoundé - Cameroun
Tél : +237 222 50 58 00
Fax: +237 222 24 24 75
Email : OHCHR_caro@un.org
Site web : www.unchr.org

